

Pourquoi on ne peut appeler Israël un Etat démocratique

Joseph Massad, 23 août 2019

Les élections israéliennes du printemps dernier ont été vues par la presse occidentale et par certains politiques occidentaux comme une confirmation du fait qu'Israël est en train de devenir moins démocratique, plus raciste, et chauvin.

On nous dit que cela discrédite Israël en tant que « Etat juif et démocratique ». Le New York Times a écrit : « Pour la gauche, la démocratie israélienne est sur la défensive. Pour la droite ethnonationaliste, qui a réussi l'année dernière à entériner l'auto-définition d'Israël en tant qu'Etat-nation des Juifs dans une loi fondamentale, elle a besoin d'un ajustement. »

La ligne générale commémorative comme quoi Israël a été capable d'équilibrer ses deux importants idéaux et principes fondamentaux – à savoir qu'il est « un Etat juif et démocratique » – a été récemment bousculée, certains se désolant maintenant que ce prétendu équilibre ait été désaxé par la « récente » bascule à droite du pays.

Engagement dans le nettoyage ethnique

Le fait essentiel que ce genre de tableau ignore délibérément, c'est que la « démocratie » en Israël a été instituée pour les

Juifs israéliens après que les sionistes ont expulsé 90 % de la population palestinienne au moment de la création d'Israël en 1948, se transformant du jour au lendemain en majorité dans ce pays ethniquement nettoyé.

Ils ont choisi une gouvernance démocratique libérale pour la majorité juive coloniale, tout en instituant un apartheid juridique pour les Palestiniens qu'ils n'avaient pas pu expulser, avec entre autres des dizaines de lois racistes.

Cet engagement dans le nettoyage ethnique et l'autorité suprémaciste juive a été une pierre angulaire idéologique du mouvement sioniste depuis ses débuts.

Heodor Herzl, le père du Sionisme, a conçu des projets sur ce qu'il fallait faire des Palestiniens autochtones. Dans son écrit fondateur, *L'État des Juifs*, il a mis en garde contre tout engagement démocratique et a averti que « une infiltration [de Juifs en Palestine] est condamnée à aboutir à un désastre. Elle se poursuit jusqu'au moment inévitable où la population autochtone se sent menacée et oblige le gouvernement [en place] à mettre fin à l'invasion des Juifs. L'immigration est donc vaine si elle n'est pas fondée sur une suprématie assurée ».

La dite formule d'un 'Etat juif et démocratique'... a toujours été fondée sur une arithmétique de suprématie juive et de nettoyage ethnique.

Les colons juifs, a écrit Herzl dans son journal, devraient « essayer d'encourager la population sans le sou de l'autre côté de la frontière en lui procurant de l'emploi dans les

pays de transit, tout en lui refusant tout emploi dans notre pays...

« Le déplacement des pauvres doit se faire avec discrétion et circonspection. Faisons croire aux propriétaires de biens immobiliers qu'ils nous trompent en nous vendant des choses pour plus qu'elles ne valent. Mais nous n'allons pas leur vendre quoi que ce soit en retour. »

Parallèlement à la multiplication des colonies s'est développée l'expulsion des Palestiniens. Un agronome et colon polonais, Chaim Kavarisky, directeur de l'Association de la Colonisation Juive, a raconté en 1920 que faisant partie de ceux qui ont dépossédé les Palestiniens depuis les années 1890, « la question des Arabes m'est apparue pour la première fois avec tout son sérieux immédiatement après le premier achat de terre que j'ai fait ici. Je devais déposséder les résidents arabes de leur terre dans le but d'y installer nos frères ».

Kalvarisky s'est plaint de ce que le « douloureux chant funèbre » de ceux qu'il obligeait à partir « n'a cessé de résonner à mes oreilles très longtemps par la suite ».

Opposition catégorique

La peur des sionistes de la démocratie universelle et leur engagement dans le nettoyage ethnique étaient si forts que, après la Première Guerre Mondiale, quand les Britanniques – inquiets devant trop de responsabilités – ont voulu demander aux Etats Unis d'assumer une partie de la responsabilité de la Palestine, ceux-ci s'y sont catégoriquement opposés.

L'Organisation Sioniste Mondiale (WZO) a répondu avec véhémence à l'implication américaine : « La démocratie en Amérique signifie trop communément la règle de la majorité, sans tenir compte de la diversité des catégories ou des étapes de la civilisation ou des différences de qualité... La majorité numérique en Palestine aujourd'hui est arabe, pas juive. Qualitativement, le constat est simple, les Juifs sont maintenant prédominants en Palestine et, dans de bonnes conditions, ils seront également prédominants quantitativement dans une génération ou deux », a déclaré la WZO.

« Mais s'il fallait appliquer, maintenant ou dans un proche avenir, la grossière conception arithmétique aux conditions palestiniennes, la majorité qui arriverait au pouvoir serait arabe et la tâche pour installer et développer une grande Palestine juive serait infiniment plus difficile. »

Remarquez que la WZO n'a pas tenu compte du fait que les Amérindiens et les Afro-américains, entre autres, n'étaient pas inclus dans la version américaine de la « démocratie ».

La même année, Julius Kahn, membre juif américain du Congrès, a envoyé une déclaration appuyée par environ 300 personnalités juives – rabbins et laïcs – au président d'alors, Woodrow Wilson, dont l'administration soutenait les sionistes.

Cette déclaration dénonçait les sionistes pour tentative de ségrégation des Juifs et de renversement de la tendance historique vers l'émancipation et s'opposait à la création d'un Etat nettement juif en Palestine comme contraire « aux principes de la démocratie ».

'Transfert obligatoire'

La peur fondatrice de la démocratie qu'avait Herzl a été adoptée par ses disciples sionistes. A droite, le fondateur du Sionisme Révisionniste, Vladimir Jabotinsky, a plaidé en 1923 contre les Travailleurs sionistes « de gauche » qui voulaient expulser la population palestinienne par la ruse, expliquant qu'il n'y avait aucun moyen d'échapper à la formule violente et que la colonisation juive et l'expulsion des Palestiniens faisaient partie du même processus.

Pro-sionisme et antisémitisme sont inséparables et l'ont toujours été.

« Aucun peuple autochtone.. n'acceptera volontairement, non seulement un nouveau maître, mais même un nouveau partenaire. Et il en est ainsi pour les Arabes », a fait remarquer Jabotinsky. « Les partisans du compromis parmi nous essaient de nous convaincre que les Arabes sont des sortes d'imbéciles qu'on peut tromper... [et] qui abandonneront leur droit d'aînesse sur la Palestine pour des gains culturels et économiques. Je rejette complètement cette façon de voir les Arabes palestiniens »

Dans les années 1920 et 1930, les sionistes ont planifié des stratégies pour le nettoyage ethnique (qu'ils ont appelé « transfert ») des Palestiniens. D'accord avec Jabotinsky, David Ben Gurion, chef sioniste travailliste des colons, a déclaré en juin 1938 : « Je soutiens un transfert obligatoire. Je n'y vois rien d'immoral. »

Sa déclaration suivait la politique adoptée par l'Agence

Juive, qui a mis en place son premier « Comité de Transfert de Population » en novembre 1937 pour organiser l'expulsion forcée des Palestiniens. Deux comités supplémentaires ont été créés en 1941 et en 1948.

Ennemis des Palestiniens

Chaim Weizmann, chef de la WZO, a conçu en 1941 des plans pour expulser un million de Palestiniens vers l'Irak et pour les remplacer par cinq millions de colons juifs polonais et d'autres pays européens. Il a parlé de ses projets à l'ambassadeur soviétique à Londres, Ivan Maisky, dans l'espoir d'obtenir le soutien des Soviétiques.

Lorsque Maisky a exprimé sa surprise, Weizmann a répliqué avec un argument raciste, pas différent de celui utilisé par les fascistes contre les Juifs européens à la même époque : « La paresse et le primitivisme » des Palestiniens « transforment un jardin florissant en désert. Donnez-moi la terre occupée par un million d'Arabes et j'y installerai facilement cinq fois plus de Juifs. »

D'autres colonies de peuplement ont été capables, après des siècles de nettoyage ethnique, d'instituer une suprématie démographique blanche.

La dite formule d'un « Etat juif et démocratique », dont tant d'apologues d'Israël craignent qu'elle ne soit maintenant en danger, a toujours été fondée sur une arithmétique de suprématie juive et de nettoyage ethnique – sans différence avec les démocraties libérales suprémacistes blanches établies après nettoyage ethnique aux Etats Unis, au Canada, en

Australie et en Nouvelle Zélande

Mais tandis que d'autres colonies de peuplement ont pu, après des siècles de nettoyage ethnique, instituer une suprématie démographique blanche – bien que l'actuelle politique d'immigration contre les non blancs aux Etats Unis montre combien cet équilibre est devenu délicat – la population coloniale juive d'Israël est redevenue minoritaire face à une majorité d'autochtones palestiniens.

Cette majorité continue de résister au nettoyage ethnique et à l'autorité suprémaciste juive, que les supporters d'Israël et les ennemis des Palestiniens célèbrent comme un « Etat juif et démocratique ».

Les idées exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale du Middle East Eye.

Joseph Massad

Joseph Massad est professeur de Politique et d'Histoire Intellectuelle Arabe Moderne à l'université Columbia de New York. Il est l'auteur de nombreux livres et d'articles universitaires et journalistiques. Parmi ses livres, on trouve Colonial Effects, The Making of National Identity in Jordan, Desiring Arabs, The Persistence of the Palestinian Questions : Essays on Zionism and the Palestinians et, plus récemment, Islam in Liberalism. Ses livres et articles ont été traduits dans une douzaine de langues.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Middle East Eye](#)